

Editorial

Le suicide assisté mérite une loi

Caroline Zuercher

Rubrique Suisse



Quel est le prix d'un suicide assisté? Cette terrible question a été relancée ce week-end: la *SonntagsZeitung* révélait qu'en Suisse alémanique, l'association Lifecircle facture 10 000 francs aux étrangers qui souhaitent mourir en Suisse. Business scandaleux? Juste prix pour un tel accompagnement? En Suisse romande, Exit se contente de demander aux personnes qu'elle assiste d'être membres de son association, moyennant une cotisation annuelle de 40 francs.

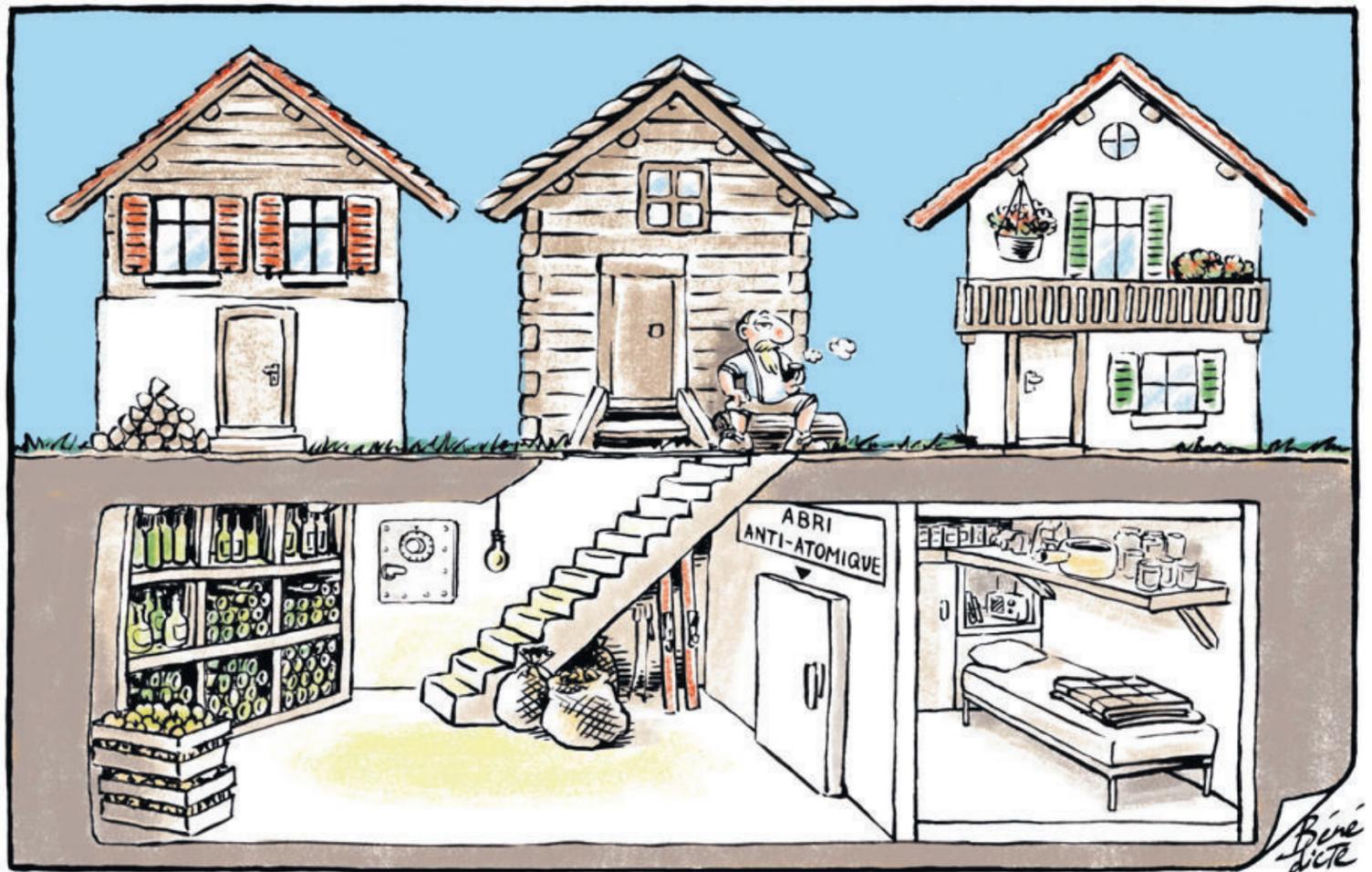
Aujourd'hui, plusieurs voix s'élèvent pour que le prix d'un tel accompagnement soit clairement fixé. Une sorte de tarif Tarmed, qui aurait le mérite de balayer une fois pour toutes l'idée que certains cherchent à s'enrichir. Et de permettre aux associations de poursuivre leur mission.

Mais, dans cette discussion qui concerne la vie et la mort, on ne peut pas se limiter à l'argent! Aujourd'hui, notre Code pénal punit l'assistance au suicide pratiquée à des fins égoïstes. Si des cantons, Vaud en tête, ont empoigné le taureau par les cornes, les tentatives de légiférer davantage au niveau national ont été abandonnées. Cette situation arrange bien du monde, tant du côté des opposants que des partisans du suicide assisté.

«Dans notre société vieillissante, le débat sur la fin de vie ne peut que gagner en importance»

Elle n'est toutefois pas satisfaisante. Dans notre société vieillissante, le débat sur la fin de vie ne peut que gagner en importance. Aujourd'hui déjà, les associations d'assistance au suicide accompagnent des personnes âgées atteintes de polyopathologies invalidantes et non d'une maladie rapidement mortelle. Et de nombreuses questions restent ouvertes. Que faire avec une personne incapable de discernement, parce qu'elle souffre par exemple d'alzheimer, et qui a toujours revendiqué le droit au suicide assisté? Quelle place et quels moyens financiers donner aux soins palliatifs? Quel doit être le rôle des médecins? Et celui des assurances? La Suisse ne pourra pas esquiver ce débat encore longtemps. **Page 6**

Bénédicte La gestion du sous-sol nécessite une révision de la loi vaudoise



Courrier des lecteurs

Eoliennes Ne saccageons pas le Mollendruz

Le contrôle pour la production et la distribution d'électricité entre dans une phase critique. Les enjeux économiques sont énormes, en rapport avec les investissements pléthoriques qu'il y aurait lieu de faire pour une rentabilité quasi nulle. Pour s'en convaincre, voici quelques chiffres:

- Chacune des 12 éoliennes prévues au Mollendruz nécessitera le bétonnage de 2000 m³ environ pour la fixation du pilier jusqu'à la hauteur du rotor à 150 mètres du sol, installation atteignant 208 mètres avec les pales. Elles seraient les plus hautes d'Europe.

- La hauteur correspondrait aux deux tiers de la hauteur de la tour Eiffel et atteindrait celle d'un immeuble de 70 étages.

- Le coût des 12 éoliennes va atteindre entre 70 et 100 millions. Ce parc éolien produirait une quantité dérisoire d'énergie, estimée à 0,1% de la consommation suisse. Tout ça pour un investissement impossible à rentabiliser.

- La société ALPIQ, qui s'est illustrée par des pertes annuelles de plus de 1 milliard sur plusieurs exercices, a cédé ses actions dans Swissgrid à fin juillet 2015. La Romandie n'a plus que 1% du réseau des lignes à haute tension, et n'a plus de pouvoir décisionnel. Les sociétés suisses alémaniques pourront imposer leur vue et mener la politique qui leur convient, et pourquoi pas gérer le transfert de production électrique de la Suisse romande en faveur des consommateurs zurichois, friands de l'énergie verte, mais qui n'auront aucune éolienne apparemment.

Quels sont les ténors politiques qui vont se charger de défendre les intérêts légitimes de la Romandie?

Il faut s'opposer à ce parc éolien prévu au Mollendruz.

Michel Favre, Villars-Tiercelin

Parler de bon sens en énergie est une très bonne perspective

A propos de la lettre de lecteur de M. Pierre Jacquot intitulée «Retour aux fondamentaux» (24 heures du 27 juillet 2015).

La valeur très conservative de 2 W/m² considère la surface totale d'un parc éolien divisé par sa puissance moyenne. Toutefois, cela est ridicule car la surface d'un parc éolien peut tout à fait être valorisée pour de l'agriculture. Une éolienne du type de celle de Charrat occupe uniquement 150 m² au sol, soit une densité de puissance de 5000 W/m², bien plus que les 2 W/m² annoncés!

Parler de bon sens en énergie est une très bonne perspective. C'est effectivement le bon sens qui m'a amené à m'engager en politique pour économiser au maximum les réserves mondiales de combustibles fossiles, pour éviter le risque de perdre une part importante du sol national à cause d'un accident nucléaire majeur dont la probabilité n'est pas égale à zéro.

Le bon sens nous commande d'être parcimonieux avec les ressources non renouvelables, d'augmenter la part du

renouvelable, de préférer des solutions qui ne prêteront pas les générations futures, de tenir compte que nous vivons dans un pays (et une planète) avec des ressources limitées. Pour moi, le bon sens c'est de m'engager pour un pays où la liberté d'entreprendre peut se conjuguer avec un environnement et une économie durable.

Jean-Marie Fürbringer, Dr en physique, candidat au Conseil national pour les Vert'libéraux, Lausanne

Bébé brûlé vif Le bal de l'hypocrisie journalistique

Question: comment gérer la couverture médiatique d'un événement aussi atroce que celui survenu ce vendredi 31 juillet 2015: l'assassinat d'Ali Dawabcheh dans sa maison, bébé de 18 mois, ainsi que les blessures infligées à son frère de 4 ans et à ses parents (sa maman est toujours hospitalisée dans un état grave et son père en est décédé).

Réponse: insister sur le fait qu'il convient d'attribuer cet acte à quelques extrémistes terroristes juifs.

Et c'est bien cette stratégie qui a été suivie dans les médias et les milieux politiques ces derniers jours. On montre comment Netanyahu et Gilad Erdan, ministre de la Sécurité intérieure et figure du Likoud (parti qui ne reconnaît pas l'Etat palestinien, qui entretient des alliances avec les ultraconservateurs, et qui défend aussi la colonisation d'Eretz Israël), condamnent cette action criminelle.

On omet simplement de mentionner que la tuerie incendiaire à laquelle se sont livrés ces fanatiques ne fait que résumer le drame que vivent les Palestiniens depuis plus de 60 ans. Les extrémistes sionistes présumés ne font que reproduire à «petite échelle» ce que leur gouvernement entreprend contre tout un peuple.

Ali Dawabcheh est mort brûlé vif à Douma près de Naplouse, comme beaucoup d'enfants l'été dernier à Gaza, écrasés par les bombardements de Tsahal, et pris dans une pluie de feu. La Palestine est une vaste maison dont on chasse les habitants par la violence et le terrorisme. Veut-on nous le faire oublier?

Le coupable, c'est la colonisation qui se poursuit, et dans les faits, dirigeants élus et colons extrémistes suivent un même programme de destruction progressive des espoirs palestiniens!
Hani Ramadan, Genève

Ecrivez-nous

Vos réactions, votre opinion nous intéressent. Envoyez votre lettre via www.24heures.ch, ou à courrierdeslecteurs@24heures.ch, ou à 24 heures, av. de la Gare 33, case postale 585, 1001 Lausanne. Le texte doit être concis (au maximum 1700 signes, espaces compris), signé, et comporter une adresse postale complète ainsi qu'un numéro de téléphone. La rédaction se réserve le droit de choisir les titres et de réduire les lettres trop longues.



Photomontage des éoliennes au Mollendruz. DR

